Strasbourg, 8 juin 2022

Le partenariat numérique du Conseil de l'Europe

Site web : https://www.coe.int/en/web/freedom-expression/exchange-of-letterse-mail : digital.partnership@coe.int

Contenu

1. Historique et état des lieux 1
2. Liste et taxonomie des partenaires numériques 4
3. Profils individuels des partenaires numériques 5
4. Processus continu en 2022 11
5. Plan de travail 12
6. Modalités et conditions de la collaboration 28

1. Historique et état des lieux

Le rythme rapide des progrès technologiques et la nature transfrontalière des services numériques offrent de grandes possibilités mais posent aussi des défis aux individus, aux sociétés et aux cadres institutionnels. Il incombe aux gouvernements de protéger les droits de l'homme et l'État de droit dans l'environnement numérique. Toutefois, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la résolution des problèmes liés à la technologie, car elles fournissent et contrôlent l'infrastructure numérique. Une approche multipartite constructive, ouverte et inclusive est donc nécessaire pour trouver des solutions efficaces et durables. Le Conseil de l'Europe coopère étroitement avec la société civile depuis des décennies. Son partenariat avec les entreprises permet aux représentants des entreprises de siéger aux côtés des gouvernements et de la société civile lors de l'élaboration des politiques liées aux technologies numériques, dans la perspective du respect des droits de l'homme et du soutien à la démocratie et à l'État de droit.

2016 : Le 30 mars 2016, la stratégie de gouvernance de l'internet 2016-2019 a été adoptée par le Comité des ministres. Elle appelait, entre autres, à un renforcement du

dialogue et de la coopération avec les entreprises de l'internet et des télécommunications et leurs associations représentatives, compte tenu de leur rôle essentiel face aux défis cruciaux en matière de droits de l'homme , notamment l'extrémisme et la violence en ligne, les abus et l'intolérance, la criminalité et l'insécurité, ainsi que l'impact général de l'utilisation croissante des technologies numériques sur l'environnement médiatique et les processus démocratiques.

2017-2018 : Pour donner suite à des consultations multilatérales, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe de l'époque, Thorbjørn Jagland, a échangé des lettres avec les représentants de 8 grandes entreprises technologiques et 6 associations le 8 novembre 2017 à Strasbourg. Le 23 mai 2018, 2 autres ont suivi, démontrant l'engagement clair du Comité des ministres en faveur du dialogue multipartite conformément à la stratégie de gouvernance de l'Internet. Depuis lors, les entreprises partenaires ont été invitées à participer à plus d'une douzaine d'activités liées à la vie privée et à la protection des données, à la liberté d'expression, à la promotion de l'égalité et de la non-discrimination, à l'éducation et à la lutte contre la cybercriminalité. Jusqu'à présent, les activités ont été principalement sectorielles, sous la forme d'une coopération à des événements conjoints ou d'une participation à des réunions d'experts et à des discussions de groupes de travail visant à l'élaboration de normes. En mai 2018, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a invité des représentants d'entreprises pour un premier échange de vues sur les défis prioritaires découlant de l'environnement numérique pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

2019 : Un deuxième événement a été organisé en juin 2019, servant à examiner conjointement le cadre de coopération jusqu'à présent et à discuter des préoccupations importantes en matière de droits de l'homme et de responsabilité liées à la conception, au développement et au déploiement de l'intelligence artificielle (IA). En raison de la nature transversale des impacts des technologies numériques sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, le Conseil de l'Europe aborde de plus en plus les défis également à un niveau horizontal, par exemple par le biais du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI). Cela a attiré de nouvelles entreprises intéressées par une coopération plus étroite en matière de normes et d'orientations sur l'utilisation des systèmes et services numériques en général. Un élargissement du partenariat aux divers acteurs engagés dans la conception et le développement de l'intelligence artificielle a été envisagé pour faciliter l'approche plus globale de l'Organisation vis-à-vis des technologies numériques. Il favorise également le dialogue et la coopération en matière de droits de l'homme entre les diverses entreprises et associations professionnelles elles-mêmes, grandes et petites, ce qui constitue un avantage considérable pour relever les défis de manière efficace et durable.

2020-2021 : Le partenariat avec les entreprises numériques s'est poursuivi en 2020 avec des types d'activités à la fois sectorielles et horizontales. Jusqu'à présent, le partenariat a surtout vu la coopération de partenaires sélectionnés avec des secteurs

spécifiques du Conseil de l'Europe pour promouvoir le respect des droits de l'homme dans un domaine spécifique, par exemple la protection des données ou la cybercriminalité. L'expansion continue du réseau et l'accent mis sur les défis horizontaux qui touchent tous les droits de l'homme, tels que le développement de l'intelligence artificielle (IA), ajoutent une nouvelle dimension. Le Conseil de l'Europe se positionne comme une plateforme qui pilote un débat global multipartite sur l'impact des technologies numériques avancées et de l'IA sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Ce débat doit impliquer non seulement les grandes entreprises de l'internet et des télécommunications, mais aussi les start-ups, les associations professionnelles d'ingénieurs et de développeurs de logiciels, ainsi que les organismes de normalisation.

Le 6 février 2020, 5 nouvelles entreprises et associations supplémentaires ont échangé des lettres avec la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe Marija Pejčinović Burić. AT&T a signé la lettre pendant le verrouillage en avril 2020. 5 nouvelles entreprises ou associations ont été soumises au TC-INF le 7 juillet 2020. BT, IBM et ISOC ont signé leur lettre en novembre 2020 et ont été présentés avec AT&T lors d'une réunion du TC-INF le 17 novembre 2020.

En 2021, la Sberbank a procédé à un échange de lettres avec le Secrétaire Général. Néanmoins, le 2 mars 2022, considérant la violation grave par la Fédération de Russie de ses obligations au titre de l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a décidé de suspendre la Fédération de Russie de ses droits de représentation au sein de l'Organisation avec effet immédiat. Dans ce contexte, le Secrétaire Général a, par lettre du 4 mars 2022, mis fin à l'accord avec Sberbank dans le cadre du Partenariat numérique avec effet immédiat.

Trois autres partenaires - ICC, Thalès et le groupe LEGO - devraient rejoindre le partenariat en juin 2022.

Avec un réseau plus large et davantage d'activités horizontales intéressant tous les partenaires, il est de plus en plus important de disposer d'informations opportunes et de calendriers communs. Pour faciliter cela, le Conseil a développé un plan de travail, intégré dans la **section 5** ci-dessous et publié sur le site web du Conseil.

Le document énumère toutes les activités pertinentes du Conseil de l'Europe pour lesquelles une coopération entre partenaires est souhaitable et attendue, en incluant également des informations sur les personnes de contact et les délais prévus. Les partenaires sont encouragés à contribuer au plan de travail afin de permettre une efficacité maximale du cadre de coopération. Le plan de travail facilitera davantage la coopération entre les partenaires eux-mêmes, ainsi qu'avec les organisations de la société civile affiliées au Conseil de l'Europe.

Les activités du plan de travail sont classées par ordre de priorité en fonction de l'intérêt mutuel à bénéficier de l'expérience du secteur privé dans les travaux de normalisation.

Au moment de la publication de ce document, le plan de travail historique 2018-2021 est disponible. Le nouveau plan de travail pour 2022-2023 a été élaboré sur la base de consultations avec les partenaires numériques, également dans le cadre du suivi de la réunion du partenariat numérique des 3 et 4 février 2022.

En outre, lors de leur 1433e réunion, le 4 mai, les Délégués des Ministres ont pris note du nouvel Agenda numérique du Conseil de l'Europe pour 2022-2025 "Protéger les droits de l'homme, la démocratie et la prééminence du droit dans l'environnement numérique**",** ce qui signifie que ce nouveau document est pleinement opérationnel et guidera les travaux de l'Organisation dans les domaines respectifs dans les années à venir, ainsi que les domaines de coopération du Conseil de l'Europe avec les partenaires.

2. Liste et taxonomie des partenaires numériques

2.1 Liste des partenaires numériques

Liste complète (25) : Apple, AT&T, BT, Cloudflare, Computer & Communications industry association (CCIA), Deutsche Telekom, DigitalEurope, ServiceNow (anciennement Element AI), EuroISPA, European Digital SME Alliance, European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO), Facebook, Global Network Initiative (GNI), Google, GSMA, IBM, ICCO, IEEE, Intel, ISOC, Microsoft, Kaspersky, Orange, RIPE NCC et Telefónica .

Liste 2017 (14) : Apple, Computer & Communications industry association (CCIA), Deutsche Telekom, DigitalEurope, European Digital SME Alliance, European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO), Facebook, Global Network Initiative (GNI), Google, GSMA, Microsoft, Kaspersky, Orange et Telefónica.

Liste 2018 (2) : Cloudflare et EuroISPA

Liste 2020-2021 (10) : ServiceNow (anciennement Element AI), ICCO, IEEE, Intel et RIPE NCC, AT&T, BT, IBM, ISOC, Sberbank.[1]

Pour donner suite à la décision du Comité des Ministres concernant la suspension de la Fédération de Russie de ses droits de représentation au sein de l'Organisation le 2 mars 2022, en raison de la violation grave de ses obligations au titre de l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe, le Secrétaire Général a, par lettre du 4 mars 2022, mis

[1] Sberbank est la plus grande banque de Russie et une institution financière mondiale de premier plan. Sberbank détient près d'un tiers de l'ensemble des actifs du secteur bancaire russe, elle est le principal prêteur de l'économie nationale. Sberbank a des clients dans 18 pays, tandis que ses activités internationales incluent le Royaume-Uni, les États-Unis, la Communauté des États indépendants, l'Europe centrale et orientale, l'Inde, la Chine et d'autres pays. En 2019, Sberbank a obtenu le statut officiel de centre national de compétences pour le développement des technologies d'intelligence artificielle en Russie. Sberbank a contribué à l'élaboration de la stratégie nationale russe de développement de l'IA. Sberbank est un membre fondateur de l'Alliance AI-Russie qui réunit les plus grands contributeurs nationaux à l'IA**. Sberbank a été parmi les premières entités russes sanctionnées à la suite de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, et a ensuite été exclue du Partenariat numérique à partir de mars 2022.**

fin à l'accord avec la Sberbank dans le cadre du Partenariat numérique avec effet immédiat.

2022 : processus en cours (3) : ICC, Groupe Lego et Thalès à rejoindre le 28 juin 2022.

2.2 Taxonomie des partenaires numériques

La majorité des entreprises et associations du partenariat sont originaires des Etats-Unis (13 sur 25). Les associations identifiées en Belgique (4 sur 25) y sont basées pour des raisons de proximité avec les institutions de l'Union européenne.

Les partenaires sont principalement des entreprises (15) ou des associations d'entreprises (7). Les associations professionnelles (telles que les organismes de normalisation) ne sont que 3 sur 25.

3. Profils individuels des partenaires numériques

Apple

Apple Inc. est une société technologique multinationale américaine dont le siège social se trouve à Cupertino, en Californie, qui conçoit, développe et vend des produits électroniques grand public, des logiciels informatiques et des services en ligne.

AT&T

AT&T Inc. est une société holding multinationale américaine de conglomérat dont le siège social est à Dallas, au Texas. Elle est la plus grande entreprise de télécommunications au monde, le plus grand fournisseur de services de téléphonie mobile et le plus grand fournisseur de services de téléphonie fixe aux États-Unis par le biais d'AT&T Communications. Depuis le 14 juin 2018, elle est également la société mère du conglomérat de médias de masse Warner Media, ce qui en fait la plus grande entreprise de médias et de divertissement au monde en termes de revenus.

BT

L'objectif de BT est d'être l'un des plus importants fournisseurs de services et de solutions de communication, au service de clients dans 180 pays. Ses principales activités comprennent la fourniture de services informatiques en réseau à l'échelle mondiale ; des services de télécommunications locaux, nationaux et internationaux à

ses clients pour une utilisation à domicile, au travail et en déplacement ; des produits et services à large bande, de télévision et d'Internet ; et des produits et services fixes-mobiles convergents. BT participe activement à la politique numérique et aux questions de réglementation au Royaume-Uni et dans l'UE et déclare s'être engagée à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme et être membre de la Global Network Initiative. BT collabore également avec d'autres entreprises au sein d'associations industrielles telles que l'ETNO et la GSMA. Au niveau technique, BT contribue à plusieurs organisations internationales de développement de normes, notamment l'IEEE et le British Standards Institute et le Network Interoperability Consultative Committee.

Cloudflare

Cloudflare, Inc. est une société américaine qui fournit des services de réseaux de diffusion de contenu, d'atténuation des DDoS, de sécurité Internet et de serveurs de noms de domaine distribués. Les services de Cloudflare se situent entre le visiteur et le fournisseur d'hébergement de l'utilisateur de Cloudflare, agissant comme un proxy inverse pour les sites Web. Le siège social de Cloudflare se trouve à San Francisco, en Californie, avec des bureaux supplémentaires à Londres, Singapour, Champaign, Austin, Boston et Washington.

Association de l'industrie informatique et des communications (CCIA)

La Computer and Communications Industry Association (CCIA) est une organisation internationale de défense à but non lucratif basée à Washington, DC, aux États-Unis, qui représente les industries des technologies de l'information et des communications. La CCIA encourage les marchés ouverts, les systèmes ouverts, les réseaux ouverts et la concurrence totale, équitable et ouverte.

Deutsche Telekom

Deutsche Telekom AG est une société de télécommunications allemande dont le siège est à Bonn et qui est, en termes de revenus, le plus grand fournisseur de télécommunications en Europe. La société exploite plusieurs filiales dans le monde, dont la marque de communications mobiles T-Mobile.

DigitalEurope

DigitalEurope est l'organisation européenne qui représente l'industrie des technologies numériques. Elle compte parmi ses membres 61 grandes entreprises technologiques et 37 associations professionnelles nationales. Elle cherche à garantir la participation de l'industrie à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de l'UE et dispose de plusieurs groupes de travail qui se concentrent sur différents aspects de la politique - environnement, commerce, technique et réglementation et économie numérique. Basé à Bruxelles, en Belgique.

ServiceNow (anciennement Élément AI)

Élément AI était une entreprise canadienne dont l'activité consiste à produire et vendre des solutions technologiques essentiellement basées sur l'apprentissage profond. Élément AI propose aux entreprises et aux administrations des solutions pour analyser d'énormes quantités de données afin de prédire, d'apprendre et d'adapter leurs réponses à diverses situations. Ses fondateurs, Jean-François Gagné et Yoshua Bengio, ont remporté le prix Turing en 2019, conjointement avec Yann Le Cun et Geoffrey Hinton. Element AI s'engage à promouvoir une IA éthique et responsable. Elle a accueilli la réunion du G7 sur l'IA et a contribué activement à l'élaboration de la Déclaration de Montréal pour le développement responsable de l'IA. ServiceNow a racheté Element AI en 2020. ServiceNow est un éditeur de logiciels américain basé à Santa Clara, en Californie, qui développe une plateforme de cloud computing pour aider les entreprises à gérer des flux numériques pour les opérations de l'entreprise.

EuroISPA

EuroISPA est une association paneuropéenne d'associations européennes de fournisseurs de services Internet (ISPA). Elle représente plus de 2300 ISP à travers l'UE et les pays de l'AELE - y compris les ISP d'Autriche, de Belgique, de République tchèque, de Finlande, de France, d'Allemagne, d'Irlande, d'Italie, de Norvège, de Roumanie et du Royaume-Uni. Son siège est à Bruxelles, en Belgique.

Alliance numérique européenne pour les PME

L'alliance européenne DIGITAL SME est une communauté de petites et moyennes entreprises (PME) du secteur des TIC. Ses membres sont des associations sectorielles nationales de PME numériques dans 28 pays et régions de l'UE et des pays voisins. Ensemble, elles regroupent plus de 20 000 PME. DIGITAL SME a été créé en 2007 pour représenter la voix des PME du secteur des TIC et leurs intérêts auprès des institutions européennes et d'autres organisations internationales. DIGITAL SME est la première association européenne du secteur des TIC exclusivement. Elle est basée à Bruxelles, en Belgique.

Association européenne des opérateurs de réseaux de télécommunications (ETNO)

L'ETNO représente les opérateurs de réseaux de télécommunications européens et est le principal groupe politique des fournisseurs européens de réseaux et de services numériques. L'objectif principal de l'ETNO est de développer des documents politiques de haut niveau et de soutenir les membres dans la promotion d'un environnement politique positif permettant au secteur des télécommunications de l'UE de fournir des services de meilleure qualité aux consommateurs et aux entreprises.

Facebook

Facebook (maintenant Meta) Inc. est une société américaine de médias sociaux en ligne et de services de réseautage social basée à Menlo Park, en Californie. Elle a été fondée par Mark Zuckerberg, avec ses camarades de classe et colocataires de Harvard College, Eduardo Saverin, Andrew McCollum, Dustin Moskovitz et Chris Hughes.

Initiative pour un réseau mondial (GNI)

La Global Network Initiative (GNI) est une organisation non gouvernementale dont le double objectif est d'empêcher la censure de l'Internet par les gouvernements autoritaires et de protéger le droit à la vie privée des individus sur l'Internet. Elle est parrainée par une coalition de sociétés multinationales, d'organisations à but non lucratif et d'universités.

Google

Google LLC est une société technologique multinationale américaine spécialisée dans les services et produits liés à l'Internet, notamment les technologies de publicité en ligne, le moteur de recherche, l'informatique dématérialisée, les logiciels et le matériel. Alphabet Inc. est la société mère de Google et de plusieurs anciennes filiales de Google.

GSMA

La GSM Association (GSMA) est une organisation industrielle qui représente les intérêts des opérateurs de réseaux mobiles du monde entier. Plus de 750 opérateurs de téléphonie mobile sont membres à part entière de la GSMA et 400 autres entreprises de l'écosystème mobile au sens large sont membres associés. La GSMA représente ses membres par le biais de programmes sectoriels, de groupes de travail et d'initiatives de défense des intérêts du secteur.

IBM

IBM est une entreprise mondiale de technologie et d'innovation dont le siège social se trouve à Armonk, dans l'État de New York, fondée en 1911, et qui sert des clients dans plus de 170 pays. L'expertise d'IBM se situe à l'intersection de la technologie et de l'entreprise, fournissant des solutions d'intelligence artificielle (IA) et de cloud computing à des entreprises de premier plan dans tous les secteurs. IBM est également l'une des organisations de recherche d'entreprise les plus essentielles au monde, avec 27 années consécutives de leadership en matière de brevets. Guidée par des principes de confiance et de transparence et par son soutien à une société plus inclusive, IBM affirme son engagement à être un innovateur technologique responsable.

ICCO

L'International Communications Consultancy Organisation (ICCO) regroupe 3000 cabinets de conseil en relations publiques (RP) dans le monde et comprend des associations représentant 66 pays à travers le monde (en Europe, Afrique, Asie, Moyen-Orient, Amériques et Australasie). Les membres travaillent ensemble pour améliorer les normes de qualité internes, aborder les questions d'éthique, harmoniser les pratiques professionnelles des consultants en relations publiques et partager les connaissances. Grâce à son annuaire en ligne, ICCO joue également le rôle d'intermédiaire entre les cabinets de conseil de différents pays. Il a élaboré des instruments non contraignants pour les RP, tels que la Charte de Stockholm (adoptée en 2003), la Déclaration d'Helsinki sur le comportement éthique, les lignes directrices sur l'éthique de la communication numérique et les lignes directrices sur la diversité et l'inclusion.

IEEE

L'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) est une association professionnelle pour l'ingénierie électronique et le génie électrique et les disciplines associées. Formée en 1963, c'est la plus grande association mondiale de professionnels techniques avec plus de 423 000 membres dans plus de 160 pays. Ses objectifs sont l'avancement éducatif et technique du génie électrique et électronique, des télécommunications, du génie informatique et des disciplines connexes. L'IEEE produit plus de 30 % de la littérature mondiale dans les domaines de l'ingénierie électrique et électronique et de l'informatique, publiant plus de 100 revues, magazines, tutoriels et normes évalués par les pairs concernant divers domaines techniques.

INTEL

Intel Corporation (communément appelée Intel) est une société multinationale américaine et une entreprise technologique. C'est le deuxième plus grand fabricant de puces à semi-conducteurs au monde et celui dont la valeur est la plus élevée. Intel fournit des processeurs aux fabricants de systèmes informatiques tels que Apple, Lenovo, HP et Dell. Intel fabrique également des jeux de puces pour cartes mères, des contrôleurs d'interface réseau et des circuits intégrés, de la mémoire flash, des puces graphiques, des processeurs embarqués et d'autres dispositifs liés aux communications et à l'informatique. Intel est également l'un des principaux acteurs du secteur des voitures à conduite autonome.

Internet Society (ISOC)

L'Internet Society (ISOC) est une organisation mondiale axée sur une cause, fondée en 1992 pour assurer le leadership en matière de normes, d'éducation, d'accès et de politique liés à l'Internet. Sa mission est de "promouvoir le développement, l'évolution

et l'utilisation ouverts de l'Internet au profit de tous les peuples du monde". Elle possède des bureaux à Reston, en Virginie (États-Unis) et à Genève (Suisse).

Microsoft

Microsoft Corporation est une société technologique multinationale américaine dont le siège social se trouve à Redmond, dans l'État de Washington. Elle développe, fabrique, concède des licences, soutient et vend des logiciels informatiques, des produits électroniques grand public, des ordinateurs personnels et des services connexes.

Kaspersky

Kaspersky est un fournisseur multinational de cybersécurité et d'antivirus dont le siège social est situé à Moscou, en Russie, et qui est géré par une société holding au Royaume-Uni. Eugene Kaspersky en est actuellement le PDG. Kaspersky Lab développe et vend des antivirus, des solutions de sécurité Internet, de gestion des mots de passe, de sécurité des points d'accès et d'autres produits et services de cybersécurité.

Orange

Orange S.A., anciennement France Télécom S.A., est une société multinationale française de télécommunications. Depuis 2006, Orange est la marque principale de l'entreprise pour les services de téléphonie mobile, de téléphonie fixe, d'Internet et de télévision sur IP.

RIPE NCC

Le Centre de coordination des réseaux IP européens (RIPE NCC) est une organisation à but non lucratif, fondée en avril 1992, qui compte plus de 10 000 membres dans 76 pays. Le RIPE NCC comprend également le Registre Internet régional (RIR) pour l'Europe, l'Asie occidentale et les pays de la CEI. Il supervise l'attribution et l'enregistrement des ressources en numéros Internet (adresses IPv4, adresses IPv6 et numéros de systèmes autonomes) et soutient la coordination technique et administrative de l'infrastructure Internet dans cette région. Le RIPE NCC fournit également un soutien technique et administratif aux Réseaux IP Européens (RIPE).

Telefónica

Telefónica, S.A. est une société multinationale espagnole de télécommunications dont le siège est à Madrid, en Espagne. Elle fournit des services de téléphonie fixe et

mobile, de haut débit et de télévision par abonnement, et opère en Europe et sur le continent américain.

4. Processus en cours en 2022

ICC (introduit au TC-INF le 8/3/2021)

La Chambre de commerce internationale (ICC) est la plus grande organisation commerciale du monde, avec 45 millions de membres dans plus de 100 pays. ICC a trois activités principales : l'établissement de règles, le règlement des différends et la défense des politiques. Ses entreprises et associations membres étant elles-mêmes engagées dans le commerce international, ICC est habilitée à édicter des règles qui régissent la conduite des affaires au-delà des frontières. Bien que ces règles soient volontaires, elles sont observées chaque jour dans des milliers de transactions et font désormais partie du commerce international. ICC soutient les travaux des Nations unies, de l'Organisation mondiale du commerce et de nombreux autres organismes intergouvernementaux, tant internationaux que régionaux, tels que le G20, au nom des entreprises internationales. ICC a été la première organisation à se voir accorder le statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations unies et le statut d'observateur auprès de l'ONU.

The Lego Group (introduit au TC-INF le 5/10/2021)

La mission du groupe LEGO est d'inspirer et de développer les bâtisseurs de demain grâce au pouvoir du jeu. Le groupe LEGO a été fondé à Billund, au Danemark, en 1932 et son nom provient des deux mots danois LEg GOdt, qui signifient "Jouez bien". Grâce aux expériences ludiques hors ligne et en ligne de la marque, l'entreprise s'engage à avoir un impact positif sur la vie des enfants, en protégeant leurs droits, en développant leurs compétences et en favorisant leur bien-être. L'exploitation de la technologie et des données pour stimuler l'innovation positive dans le jeu numérique est devenue une pierre angulaire de la vision de la marque LEGO et de ses initiatives de durabilité. La marque aspire à devenir l'un des principaux fournisseurs d'engagement numérique responsable avec les enfants, contribuant à un avenir numérique conçu avec les enfants, pour les enfants.

Thalès (introduit dans TC-INF le 17/11/2020)

Thales est une entreprise technologique mondiale qui fournit des solutions, des services et des produits à ses clients sur les marchés de l'aéronautique, de l'espace, des transports, de l'identité et de la sécurité numériques, et de la défense. Avec 83 000 employés dans 68 pays, Thales investit en particulier dans les innovations numériques - connectivité, Big Data, intelligence artificielle et cybersécurité - des technologies qui soutiennent les entreprises, les organisations et les gouvernements.

5. Plan de travail

Vous trouverez ci-dessous l'historique du plan de travail pour 2018-2021. Le nouveau plan de travail pour 2022-2023 a été élaboré sur la base de consultations avec les partenaires numériques, qui ont également eu lieu lors de la réunion du partenariat numérique des 3 et 4 février 2022.

Les tableaux suivants mentionnent également des entreprises et associations qui ne sont actuellement pas membres du partenariat, telles que : Chainalysis, Inc, Coinfirm, Ciphertrace, ICANN, Instagram, Sony, Symantec, Tech Against Terrorism Initiative (TAT), Tik Tok, Twitter. Les activités avec leur participation sont incluses pour une meilleure transparence et une perspective plus complète de l'implication du Conseil avec la communauté des affaires.

Réglage de la norme de reliure

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
CAHAI	1ère réunion plénière	18-20/11/2019	Association européenne des opérateurs de réseaux de télécommunications (ETNO), GSMA, IEEE, Microsoft	
CAHAI	2ème réunion plénière	6-8/07/2020	Alliance européenne des PME numériques, GSMA, IEEE, Microsoft	
CAHAI	3ème réunion plénière	15-17/12/2020	IEEE, Microsoft	
CAHAI	4ème réunion plénière	26/02/2021	Association européenne des opérateurs de réseaux de télécommunications (ETNO), IEEE, Microsoft	

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
CAHAI	5ème réunion plénière	05/07/2021	IEEE	Présentation de l'IEEE sur le thème "Pour la défense de la démocratie et de l'État de droit à l'ère de l'intelligence artificielle".
Division de la cybercriminalité / T-CY	Consultations écrites sur le Protocole à la Convention de Budapest	décembre 2020	EuroISPA, Kaspersky	Commentaires écrits sur le projet de texte du 2ème protocole additionnel soumis
Division de la cybercriminalité / T-CY	Consultations sur le Protocole à la Convention de Budapest	Mai 2021	EuroISPA, Kaspersky, Apple, Google, ICANN	Soumission de commentaires écrits sur le projet de texte du 2ème protocole additionnel et participation à la réunion en ligne du 6 mai.

Fixation de normes non contraignantes

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Éducation	Réunion de la table ronde	18/01/2018	Digital Europe - Digital Economy & Trade Groups, association ETNO (European Telecommunications Network Operators), Google, Orange	Information du secteur privé et des associations représentatives sur les projets intergouvernementaux dans le domaine de l'éducation, en particulier le projet d'éducation à la citoyenneté numérique (ECN).

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Éducation	Réunion d'information en ligne	18/12/2018	Apple, Deutsche Telekom, Google, Telefónica SA	Discussion avec les participants (représentants du secteur privé, associations représentatives et CDPPE) de l'idée de rédiger un code de conduite régissant l'interaction et les partenariats entre les établissements d'enseignement et l'industrie privée (sociétés Internet).
Éducation	1ère réunion du groupe de travail sur l'élaboration de lignes directrices pour régir les partenariats entre les établissements d'enseignement et le secteur privé (WG-PEP)	13/02/2019	Google	Examen et accord sur les principes et les principaux thèmes du code de conduite. Préparation d'un projet initial pour examen et consultation plus large.
Éducation	2ème réunion du groupe de travail sur l'élaboration de lignes directrices pour régir les partenariats entre les établissements d'enseignement et le secteur privé (WG-PEP)	03/05/2019	Association ETNO (European Telecommunications Network Operators), European Digital SME Alliance, GSMA	Révision de la première version des lignes directrices et préparation des questions pour la consultation. Préparation de la consultation et définition des prochaines étapes après la consultation.
Éducation	Réunion de consultation des parties prenantes	22/04/2021	Apple, Microsoft, Facebook, IEEE	Examen de la deuxième version des lignes directrices. Mise à jour sur les développements récents, plus particulièrement le nouveau projet intergouvernemental sur l'intelligence artificielle dans l'éducation (AIEd)

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Éducation	Réunion de consultation des parties prenantes	14/09/2021	Apple, Microsoft, Lego, ISFE	Discussion et planification d'un échange de parties prenantes entre les responsables de la politique éducative des États membres (Comité directeur des politiques et pratiques éducatives - CDPPE, Réseau des conseillers en politique éducative - EPAN) et le secteur privé.
Éducation	Réunions bilatérales	janvier-septembre 2021	Apple, Facebook, Lego, ETNO	Échanges multiples pour explorer les moyens de coopération dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté numérique
GREVIO	Élaboration d'un projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes	Printemps/Été 2021	Liste exacte à confirmer, devrait inclure GNI, EuroISPA, Kaspersky et Facebook.	Consultation ciblée sur le texte du projet de recommandation générale
Anti-discrimination (ADI/MSI-DIS)	Consultation publique sur le projet de texte de la recommandation du CM sur la lutte contre les discours de haine	juillet/août 2021	Appel à la consultation publique envoyé à tous les membres de la plateforme ; Google et EuroISPA	Projet de texte de la recommandation du CM préparé par le Comité d'experts sur la lutte contre le discours de haine sous deux comités directeurs CDADI et CDMSI.
Gouvernance de l'Internet	1ère réunion du Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des données automatisées (MSI-AUT)	6-7/03/2018	Deutsche Telekom EuroISPA (Association européenne des fournisseurs de services Internet) Google	Un certain nombre de sociétés/associations Internet - signataires de l'échange de lettres - participent régulièrement aux travaux de la MSI-AUT et apportent leur contribution et leurs commentaires aux documents préparés par le comité.

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Gouvernance de l'Internet	2ème réunion du Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des données automatisées (MSI-AUT)	17-18/09/2018	GoogleMicrosoft	
Gouvernance de l'Internet	3ème réunion du Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des données automatisées (MSI-AUT)	18-19/03/2019	Microsoft	

Études

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
CDCT	Session thématique sur le terrorisme et l'Internet	14/11/2018	CCIA (Computer & Communication Industry association), ETNO association (European Telecommunications Netiwork Operators), EuroISPA (European Internet Services Providers Association), GNI (Global Network Initiative), Google, Microsoft, Telefónica SA. Non-partenaire : Initiative Tech Against Terrorism (TAT)	Cette session thématique a réuni des experts et des praticiens des 47 États membres du Conseil de l'Europe ([2]), ainsi que des représentants d'entreprises et d'associations du secteur des technologies de l'Internet et des télécommunications, de plateformes de médias sociaux et de différents moteurs de recherche, afin de partager des informations, d'échanger leurs points de vue et de discuter des meilleures pratiques publiques

[2] À compter du 2 mars 2022, en raison de la violation grave de ses obligations au titre de l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe, la Fédération de Russie a été suspendue de ses droits de représentation au sein de l'Organisation, de sorte que le nombre d'États membres est actuellement de 46.

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
				et privées en matière de prévention et de lutte contre les infractions liées au terrorisme et la radicalisation menant au terrorisme sur Internet. Après la session thématique, le CDCT a convenu d'assurer un suivi de la coopération avec les sociétés Internet et les associations représentatives.
ECRI	Étude sur "Discrimination, intelligence artificielle et prise de décision algorithmique".			Consultation de sociétés informatiques
Programmes d'inclusion et de lutte contre la discrimination/Unité de coopération et de lutte contre les discours haineux				À la suite de l'adoption de la loi NetzDG en Allemagne (loi visant à améliorer l'application de la loi sur les réseaux sociaux), l'unité "Non au discours de haine et coopération" a engagé un travail portant notamment sur l'initiative visant à mettre en place des mécFanismes indépendants de co-régulation pour l'évaluation des rapports complexes. Une étude est en cours de préparation pour comparer les approches adoptées par les différents États membres en ce qui concerne l'évaluation et les décisions relatives aux cas

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
				complexes concernant les droits de l'homme signalés aux entreprises du secteur informatique.
GRETA	Suivi de la réunion sur le "Renforcement de l'action du Conseil de l'Europe contre la traite des êtres humains à l'ère numérique" - Élaboration d'une étude sur la traite des êtres humains en ligne et facilitée par la technologie - Consultation sur un projet d'étude	avril-mai 2021	Liste des entreprises et réseaux à qui un questionnaire a été envoyé : Apple, AT&T, BT Group, CCIA (Computer & Communications Industry Association), Cloudflare, Deutsche Telekom, Digitaleurope, ServiceNow, ETNO, EuroISPA, European Digital SME Alliance, Facebook, GNI, Google, GSMA, IBM, ICCO, ISOC, IEEE, Intel, Kaspersky Lab, Microsoft, Orange, RIPE NCC, Tech Against Trafficking, Telefónica, TikTok, Twitter, Instagram.	

Conférences / tables rondes / webinaires

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
CAHAI	2ème réunion plénière	6-8/07/2020	Sony	Événement en marge de la réunion plénière
CEPEJ	La table ronde d'Athènes sur l'IA et l'État de droit	16-17/11/2020	IEEE	Événement en ligne. Présentation des travaux en cours de la CEPEJ relatifs à la Charte éthique européenne sur l'utilisation de l'informatique dans les systèmes judiciaires et leur environnement.
CAHAI	5ème réunion plénière	05/07/2021	Sony	Événement en marge de la réunion plénière sur "les droits de l'homme et la robotique de service".
Unité de développement numérique	Conférence EuroDIG 2021	29/06/2021	IBM	L'expert du partenaire Digital a contribué à la table ronde sur les préjugés algorithmiques organisée par le Conseil.
Conseil de l'Europe et Présidence allemande du Conseil de l'Europe	Conférence "Les droits de l'homme à l'ère de l'IA" : L'Europe en tant qu'organisme international de normalisation de l'intelligence artificielle	20/01/2021	Microsoft	
Conseil de l'Europe et Présidence finlandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe	Conférence de haut niveau "Governing the Game Changer - Impacts du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit".	26-27/02/2019	Facebook, GNI (Global Network Initiative), Google, Microsoft, Orange, Telefónica SA.	Des représentants de haut niveau de l'Internet Industrie Association (eco) et de Microsoft sont intervenus lors de la conférence "Governing the Game Changer - Impacts of artificial intelligence development on human rights, democracy and the rule of law" (co-organisée par la présidence finlandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
				et le Conseil de l'Europe à Helsinki, Finlande, 26 -27 février 2019). Microsoft a également aménagé un stand de démonstration dans l'espace d'exposition hébergé par la conférence, présentant ses travaux dans le domaine de l'IA. Des représentants d'Orange, Google, Global Network Initiative (GNI), Telefonica et Facebook ont assisté à la conférence.
Le Conseil de l'Europe et la présidence hongroise du Conseil de l'Europe	Conférence sur "Les défis actuels et futurs des politiques coordonnées en matière de réglementation de l'IA".	26/05/2021	Digital SME Alliance, Microsoft, Twitter	Des représentants de haut niveau des entreprises indiquées ont pris la parole pendant la conférence.
Division de la cybercriminalité	Conférence sur la justice pénale dans le cyberespace (Bucarest)	25-27/02/2019	Facebook, Google	Participation à la conférence (y compris en tant qu'intervenants dans les ateliers)
Division de la cybercriminalité	Conférence Octopus 2018 + Consultations sur le protocole à la Convention de Budapest	11-13/07/2018	Cloudflare, Deutsche Telekom, EuroISPA (Association européenne des fournisseurs de services Internet), Facebook, GNI (Global Network Initiative), Google, ICANN, Kaspersky Lab, Microsoft, Symantec, Telefónica SA	Participation à la conférence (y compris en tant qu'intervenants dans les ateliers)

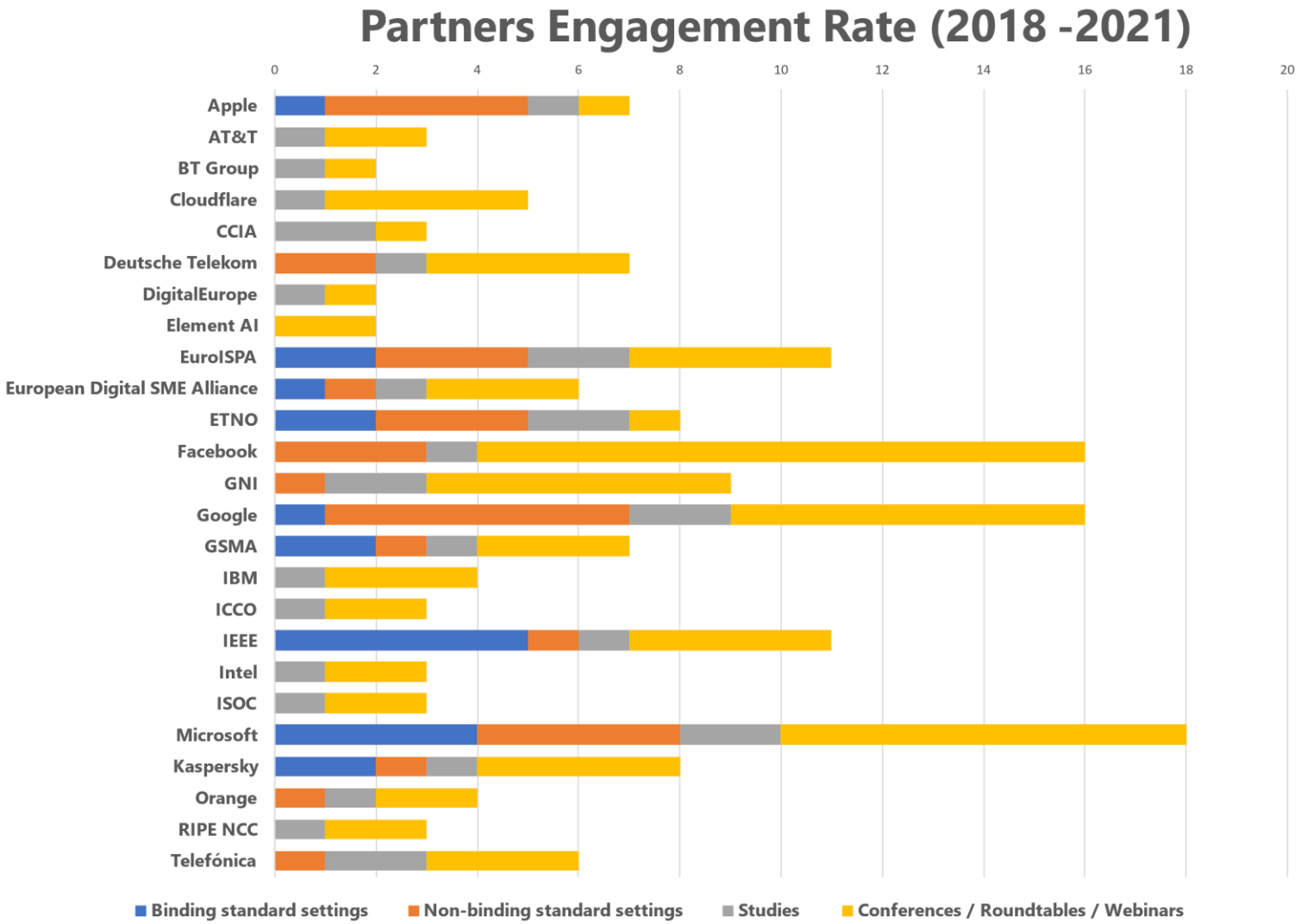
Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Division de la cybercriminalité / CyberEast, iPROCEEDS-2 et GLACY+	Réunion internationale sur la coopération avec les prestataires de services étrangers	26-28/02/ 2020	Facebook	Réunion internationale à Tbilissi, Géorgie - La réunion a duré trois jours et a porté sur différents aspects liés à la coopération avec les fournisseurs de services multinationaux. Des présentations ont été faites par des experts du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ainsi que par des représentants des services répressifs et du secteur privé.
Division de la cybercriminalité / GLACY+ et CyberSouth	Atelier sur le fonctionnement et le rôle des réseaux de points de contact 24/7 dans la coopération internationale sur la cybercriminalité et les preuves électroniques	31 mars - 1er avril 2021	Cloudlfare, Facebook	L'atelier a été co-organisé par les projets GLACY+ et CyberSouth dans le but de présenter les cadres et instruments juridiques actuels de coopération internationale qui sont à la disposition des unités d'enquête sur la cybercriminalité, en se référant aux trois formes possibles de coopération : police-police, police-autorités judiciaires et police-fournisseurs de services. Le rôle des réseaux de points de contact 24/7 et la manière dont ils facilitent la coopération internationale ont été abordés, ainsi que les défis de l'assistance juridique mutuelle et de la coopération avec les prestataires de services multi-internationaux. L'un des résultats de l'atelier a été le renforcement de la coopération entre les autorités judiciaires et les fournisseurs de services multi-internationaux en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.

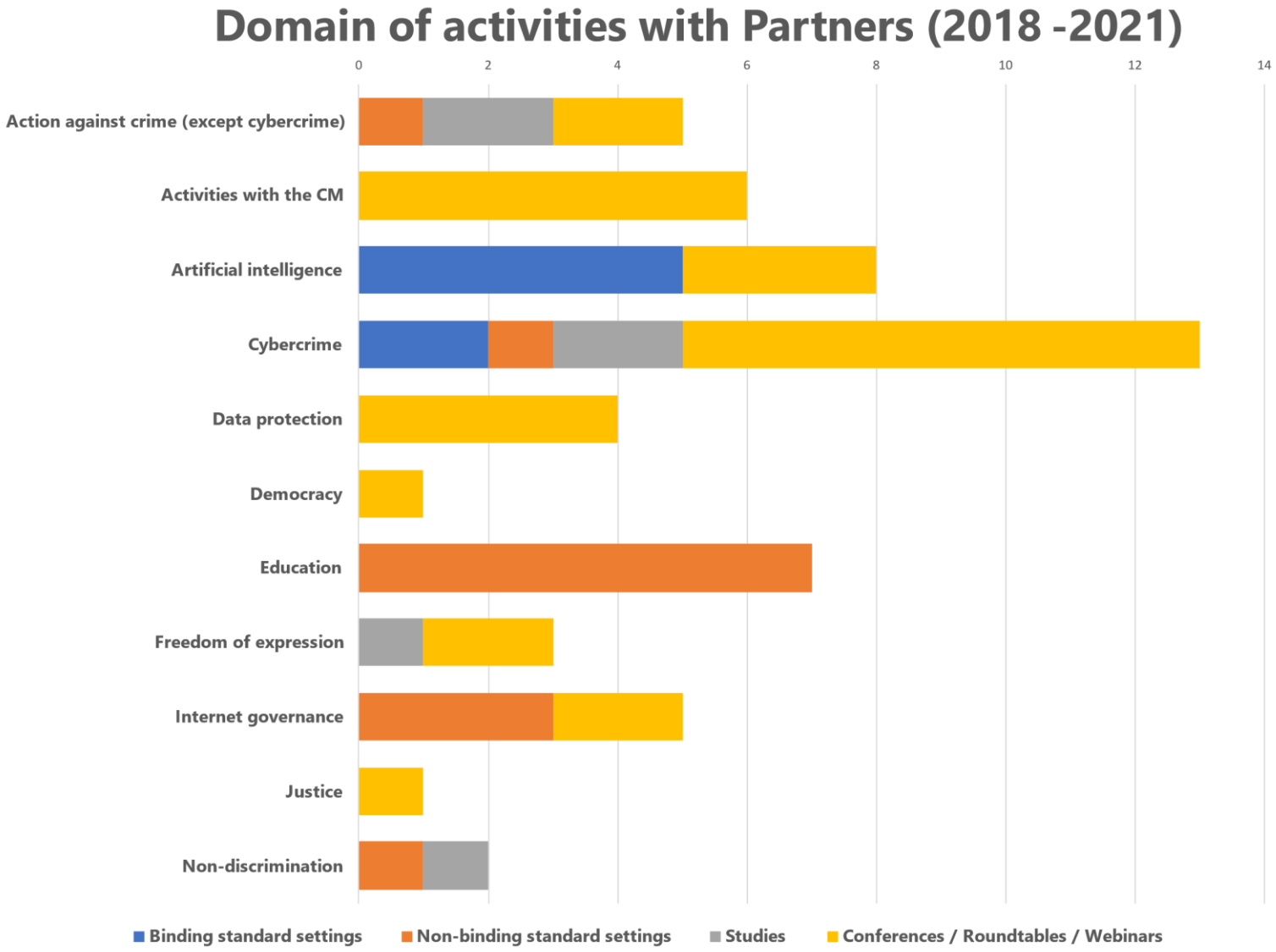
Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
				Cloudflare et Facebook ont présenté des exposés sur la manière dont ces entreprises abordent la coopération internationale et sur les moyens de faciliter la coopération entre ces fournisseurs de services multilatéraux et les autorités nationales.
Division de la cybercriminalité / Projet GLACY	Les autorités de justice pénale et les multinationales	30/09/2020	Facebook, Cloudflare	Le webinaire a été co-organisé par APWG.EU et le Conseil de l'Europe dans le but de présenter et de favoriser l'adoption de bonnes pratiques de coopération entre les autorités de justice pénale et les fournisseurs de services multinationaux dans les enquêtes sur la cybercriminalité et d'évaluer les défis juridiques, organisationnels, techniques et culturels liés à la coopération public-privé dans la lutte contre la cybercriminalité ;

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Division de la cybercriminalité / Projet Octopus	Conférence Octopus	16-19/11/2021	Apple, AT&T, BT, Cloudflare, Computer & Communications industry association (CCIA), Deutsche Telekom, DigitalEurope, Element AI, EuroISPA, European Digital SME Alliance, European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO), Facebook, Global Network Initiative (GNI), Google, GSMA, IBM, ICCO, IEEE, Intel, ISOC, Microsoft, Kaspersky, Orange, RIPE NCC et Telefónica.	Participation à la conférence (y compris en tant qu'intervenants dans les ateliers)
Unité de protection des données	Congrès mondial de la téléphonie mobile 2019	25-27/02/2019	GSMA	Coopération avec GSMA
Unité de protection des données	Dîner officiel	22/01/2020	Microsoft	En marge de la conférence annuelle de la CPDP, Microsoft a organisé un dîner officiel sur le thème des flux transfrontaliers.
Unité de protection des données	Sommet mondial de l'IAPP sur la vie privée en ligne 2021	08/03/2021	Sony	Contribution/organisation à la table ronde "Le monde après la pandémie".
Unité de protection des données	Présentation de la Convention 108	29/01/2019	Deutsche Telecom, Facebook, GNI (Global Network Initiative), Microsoft	Présentation par le Secrétariat à Bruxelles de la Convention 108

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
DGI - Département de la lutte contre la criminalité - Division de la criminalité économique et de la coopération	Atelier sur le développement d'une méthodologie d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme associés aux actifs virtuels	31/03/2021	Chainalysis, Inc, Coinfirm, Ciphertrace	Le CEDC travaille actuellement à l'élaboration d'une méthodologie pour évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme associés aux actifs virtuels (VA). Les discussions de l'atelier ont contribué de manière significative au développement de cette méthodologie. Au cours de l'atelier, les experts du Conseil de l'Europe et les représentants des autorités compétentes de plusieurs États membres ont discuté de procédures et d'outils innovants pour évaluer quantitativement et qualitativement divers aspects des risques associés aux VAs et aux prestataires de services associés.
Directeur ISAC	La table ronde d'Athènes sur l'IA et l'État de droit	16-17/11/2020	IEEE	Présentation des travaux menés par le CoE sur l'IA
GREVIO	Événement parallèle du CoE/Allemagne à la CSW en mars 2021 sur "Digital Gender Gaps and Opportunities - Fostering equal participation and ending violence against women in a connected age".	17/03/2021	Google (Expert développeur)	Participation à l'événement parallèle
Département de la société de l'information	Conférence internationale "Combattre les discours de haine dans les médias : le rôle des autorités de régulation et du pouvoir judiciaire".	06-07/11/2018	Facebook	Conférence organisée par le Conseil de l'Europe en partenariat avec l'Agence croate des médias électroniques à Zagreb (Croatie)
Département de la société de l'information	Atelier sur les médias sociaux et la modération de contenu	25/03/2021	Facebook	Atelier interne du CoE

Secteur	Activité	Date	Entreprises/associations	Description
Gouvernance de l'Internet	Le CdE a co-organisé des ateliers dans divers forums			Collaboration régulière des partenaires d'EoL aux ateliers et forums ouverts coorganisés par le CdE lors d'événements liés à la gouvernance de l'Internet (EuroDIG, IGF, etc.).
TC-INF	Réunion du TC-INF	23/05/2018	Cloudflare,Deutsche Telecom, EuroISPA (Association européenne des fournisseurs de services Internet), European Digital SME Alliance, Facebook, GNI (Global Network Initiative), Google, Kaspersky Lab	Discussion avec les représentants des États membres du Conseil de l'Europe sur les mécanismes de mise en œuvre de la recommandation du CM sur les rôles et responsabilités des intermédiaires Internet, ainsi que sur les possibilités de coopération future, notamment dans le domaine du développement de nouveaux services technologiques et de l'intelligence artificielle.
TC-INF	Réunion en ligne pour accueillir les nouveaux partenaires	17/11/2020	AT&T, BT, IBM, ISOC	Échange de vues
TC-INF	Réunion en ligne pour accueillir les nouveaux partenaires	06/02/2020	Element AI, ICCO, IEEE, Intel, RIPE NCC, Deutsche Telekom, EuroISPA, European Digital SME Alliance, Facebook, GNI, GSMA, Kaspersky Lab.	Échange de vues
Forum mondial de la démocratie	Table ronde "Intelligence artificielle et (in)égalité des sexes".	20/11/2018	Google, Microsoft	Participation à la table ronde en tant qu'orateurs


Partners Engagement Rate (2018 -2021)
0
2
4
6
8
10
12
14
16
18
20
Apple
AT&T
BT Group
Cloudflare
CCIA
Deutsche Telekom
DigitalEurope
Element AI
EuroISPA
European Digital SME Alliance
ETNO
Facebook
GNI
Google
GSMA
IBM
ICCO
IEEE
Intel
ISOC
Microsoft
Kaspersky
Orange
RIPE NCC
Telefónica
Binding standard settings
Non-binding standard settings
Studies
Conferences / Roundtables / Webinars


Domain of activities with Partners (2018 -2021)
0
2
4
6
8
10
12
14
Action against crime (except cybercrime)
Activities with the CM
Artificial intelligence
Cybercrime
Data protection
Democracy
Education
Freedom of expression
Internet governance
Justice
Non-discrimination
Binding standard settings
Non-binding standard settings
Studies
Conferences / Roundtables / Webinars

6. **Modalités et conditions de la collaboration**

Annexe

Modalités et conditions de la collaboration entre

le Conseil de l'Europe et XXX

Considérant que

1. Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses 46 États membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun. Dans la poursuite de cet objectif, les valeurs fondamentales défendues par le Conseil de l'Europe sont les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit.

2. Ces valeurs se traduisent par des actions visant à garantir que l'internet est un environnement sûr, sécurisé et ouvert où les droits de l'homme et les libertés fondamentales des utilisateurs de l'internet sont respectés.

3. La stratégie de gouvernance de l'Internet du Conseil de l'Europe 2016-2019 et son successeur l'agenda numérique 2022-2025 " Protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit dans l'environnement numérique " promeut la coopération avec la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs, notamment par la mise en place d'une plateforme entre les gouvernements et les sociétés Internet et les associations représentatives.

Objectif de la collaboration

4. L'objectif de cette collaboration est de promouvoir un engagement commun et une coopération entre les parties afin de renforcer le dialogue entre elles et d'explorer les moyens de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales des utilisateurs d'Internet conformément aux conventions et aux normes du Conseil de l'Europe.

5. Les parties veilleront à ce que la collaboration se fasse au niveau approprié au sein de leurs organisations, conformément aux procédures et dispositions pertinentes du Conseil de l'Europe. La Résolution CM/Res(2021)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail s'applique mutatis mutandis à la participation des parties qui sont des entreprises et/ou leurs associations représentatives. Le Comité des Ministres décidera, au cas par cas, quelles sociétés Internet peuvent devenir des participants de quels organes conformément à l'article III B.7.b de la Résolution susmentionnée.

Domaines de coopération

6. Les parties conviennent de partager des informations, d'échanger des points de vue et des bonnes pratiques, de développer une coopération et, le cas échéant, des partenariats dans divers domaines.

Moyens et procédure opérationnels

7. La mise en œuvre de l'échange de lettres est évaluée par les parties à intervalles réguliers.

8. Les parties reconnaîtront et salueront le travail et les résultats de l'autre partie lorsque cela sera pertinent et approprié. Le Conseil de l'Europe autorise XXX à utiliser le logo officiel du Conseil de l'Europe pour promouvoir la visibilité de la collaboration entre les parties dans le cadre de cet échange de lettres, conformément aux lignes directrices sur l'identité visuelle. Les parties conviendront des modalités de toute utilisation ultérieure du logo du Conseil de l'Europe dans le cadre de projets futurs.

9. Rien dans cet échange de lettres ne doit être interprété comme obligeant l'une des parties à participer, à contribuer ou à soutenir de toute autre manière les activités prévues ou les actions proposées ou entreprises par l'autre partie.

10. Une personne de liaison sera désignée par chaque partie pour servir de premier point de contact et coordonner le soutien et la collaboration. Ceci est sans préjudice des personnes chargées d'activités spécifiques, qui communiqueront directement entre elles tout en tenant la personne de liaison informée.